

# MONITEUR BELGE

JOURNAL OFFICIEL

STAATSBLAD

Prix de l'abonnement :  
Belgique : un an, 100 francs; 6 mois, 75; 3 mois, 50; 3 mois, 25.  
Union postale :  
Sans service d'abonnement : un an, 100 francs; 6 mois, 75; 3 mois, 50; 3 mois, 25.  
Avec service d'abonnement : fixe par le pays destinataire.  
Prix du numéro : 50 c. la feuille; par la poste, le port et les frais de recouvrement en sus.

Prix des annonces : 5 francs la ligne ordinaire.  
Les abonnements doivent être souscrits et payés aux bureaux des postes. Ils ne comprennent pas le Bulletin mensuel du commerce spécial avec les pays étrangers, les Recueils spéciaux des actes des sociétés commerciales, des actes concernant les associations sans but lucratif, des actes des sociétés mutualistes, des actes des unions professionnelles, le Bulletin des adjudications, le Recueil des lois et arrêtés royaux, les Annales parlementaires, le Compte rendu analytique des débats des Chambres législatives et les Questions et Réponses; chacune de ces publications doit faire l'objet d'une souscription distincte.



Prix van het abonnement :  
België : per jaar, 100 frank; 6 maanden, 75; 3 maanden, 50; 3 maanden, 25.

Pastvereeniging :  
Zonder abonnementsdienst : per jaar, 100 frank; 6 maanden, 75; 3 maanden, 50; 3 maanden, 25.  
Met abonnementsdienst : door het land van bestemming vastgesteld.

Prijs per nummer : 50 c. het vel; met de post, de vrachtprijs en de inningskosten erbij.

Prijs van de aankondigingen : 5 frank den gewonen regel.  
De abonnements worden genomen en betaald op de postkantoren. Daarin zijn niet begrepen de « Bulletin mensuel du commerce spécial avec les pays étrangers », de bijzondere verzamelingen « recueil des actes des sociétés commerciales », Verzameling der akten betreffende de vereenigingen zonder winstgevend doel, Verzameling der akten der maatschappijen van onderlingen bijstand, Verzameling der akten van beroepsvereenigingen, Bulletin der aanbestedingen, Verzameling der wetten en koninklijke besluiten, de « Annales parlementaires », het Beknopt Verslag van de handelingen der Wetgevende Kamers en de Vragen en Antwoorden, voor elke dezer uitgaven moet afzonderlijk ingeschreven worden.

Postcheekrekening n° 5080.

Chèques postaux, compte n° 5080.

100° ANNEE.

N. 131.

100° JAARGANG.

DIMANCHE 11 MAI 1930.

ZONDAG 11 MEI 1930.

## SOMMAIRE :

Ministère de la Justice.

Loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, p. 2447. — Cours et tribunaux des dommages de guerre, p. 2451. —

Ministère des Transports.

Montant du droit d'inscription à certains examens, p. 2452. — Chemins de fer vicinaux de Charleroi-Lodelinsart (Saint-Antoine) et de Charleroi-Malinnes-Marcinelle. Tarif exceptionnel applicable aux transports de boues et d'immondices des villes, p. 2452. — Chemins de fer vicinaux de Hannut-Jemeppe-sur-Meuse-Fexhe-le-Haut-Clocher-Engis-Ampsin, de Marbehan-Florenville-Sainte-Cécile et de Liège-Barchon-Fouron-le-Comte. Prix et conditions de transport, p. 2453.

Avis officiels. Publications légales.

Ministère de la Justice.

Caisse des veuves et orphelins du Ministère de la Justice, p. 2454.

Ministère des Finances.

Amortissement des obligations « Liégeois-Limbourgeois » et « Entre-Sambre-et-Meuse », p. 2456.

Ministère de la Défense Nationale.

Gendarmerie nationale. Assiette des brigades, p. 2458.

## INHOUD :

Ministerie van Justitie.

Wet tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoonte-misdadigers, bl. 2447. — Hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, bl. 2451.

Ministerie van Verkeerswegen.

Bedrag van 't inschrijvingsrecht voór zekere examens, bl. 2452. — Buurtspoorwegen Charleroi-Lodelinsart (Saint-Antoine) en Charleroi-Malinnes-Marcinelle. Uitzonderingstarief van toepassing op de zendingen slijk en vuilnis uit steden, bl. 2452. — Buurtspoorwegen Hannut-Jemeppe-sur-Meuse-Fexhe-le-Haut-Clocher-Engis-Ampsin, Marbehan-Florenville-Sainte-Cécile, Luik-Barchon's Graven-Voeren. Prijzen en bepalingen voor het vervoer, bl. 2453.

Officiële berichten. Wettelijke bekendmakingen.

Ministerie van Justitie.

Fonds voor weduwen en weezen van het Ministerie van Justitie, bl. 2454.

Ministerie van Financiën.

Aflossing der obligatiën « Liégeois-Limbourgeois » en « Entre-Sambre-et-Meuse », bl. 2456.

Ministerie van Landsverdediging.

Nationale gendarmerie. Gebied der brigaden, bl. 2458.

## LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES DU GOUVERNEMENT.

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Loi de défense sociale à l'égard des anormaux  
et des délinquants d'habitude (1).

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — De la mise en observation des inculpés.

Article 1<sup>er</sup>. Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

Art. 2. Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil.

Cette réquisition et cette requête doivent être écrites et motivées.

(1) Voir la note à la page suivante.

1<sup>re</sup> FEUILLE.

## WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Wet tot bescherming der maatschappij  
tegen de abnormalen en de gewoonte-misdadigers (1).

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Het in observatie stellen van de verdachten.

Artikel 1. Als er aanleiding is te denken dat de verdachte lijdt aan krankzinnigheid, of door erge geestesstoornis of geesteszwakheid is aangedaan, waardoor hij onbekwaam wordt zijn daden te beheerschen, kunnen de rechtbanken, in raadkamer en ter terechtzitting, in de gevallen waarin de wet de voorloopige hechtenis toelaat, hem in observatie stellen in de psychiatrische afdeling van een straf-instelling, de onmiddellijke tenuitvoerlegging van deze beschikking gelastende, indien daartoe termen zijn.

Art. 2. Deze maatregel kan in elken stand der zaak tot bij de eindbeschikking worden genomen, den verdachte en zijn raadsman gehoord, hetzij op de vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van den verdachte of van dezes raadsman.

Vordering en verzoek dienen schriftelijk opgemaakt en met redenen omkleed te zijn.

(1) Zie de nota op de volgende bladzijde.

Art. 3. Cette réquisition et cette requête sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; au tribunal correctionnel depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement; à la chambre des appels correctionnels depuis l'appel jusqu'à l'arrêt; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge; à la Cour d'assises ou, si celle-ci n'est pas en session, à la chambre des mises en accusation depuis la notification de l'arrêt de renvoi.

Il est statué sur la requête dans la huitaine.

Le président de la juridiction appelée à statuer sur la réquisition du ministère public fait indiquer, trois jours d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donne avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil.

Le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé.

L'inculpé pourra toujours recevoir les soins de médecins choisis par lui et produire leur avis sur l'opportunité du placement en observation.

Art. 4. Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel ordonnant ou refusant le placement en observation.

L'appel est formé et jugé suivant les articles 19 et 20 de la loi du 20 avril 1874.

Art. 5. Dans les cas prévus aux articles précédents il est statué en chambre du conseil.

Si l'inculpé le demande, la publicité des débats est ordonnée, sous réserve de l'application de l'article 96 de la Constitution.

Art. 6. La durée du placement en observation est d'un mois au plus.

Si, à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la juridiction qui a ordonné la mise en observation ou, si elle n'est pas en session, la chambre des mises en accusation peut en ordonner la prolongation pour un mois au plus. Cette prolongation peut être renouvelée sans que le placement en observation puisse en aucun cas dépasser six mois.

La procédure prévue pour la mise en observation par les articles 3, 4 et 5 s'applique aux demandes de prolongation.

Le placement en observation ayant pris fin, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'article 7.

(1) *Session extraordinaire 1925.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Projet de loi du 4 août 1925. *doc.*, n° 124.

*Session 1925-1926.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Rapports des 9 et 10 juin 1926, *doc.*, n°s 335 et 341, et *Annales parlementaires* des 23, 30 juin, 2 et 7 juillet 1926.

*Session 1926-1927.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Rapport complémentaire du 25 mai 1927, *doc.*, n° 211.

*Session 1927-1928.*

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Rapport complémentaires, *doc.*, n° 11. — *Annales* des 6, 7, 13, 21, 22 décembre 1927. — Texte adopté au premier vote, le 22 décembre 1927, *doc.*, n° 58. — Amendements du gouvernement, *doc.*, n° 59. — Discussion en seconde lecture : *Annales* des 18, 19, 25 janvier 1928.

SÉNAT.

Projet transmis par la Chambre, *doc.*, n° 52.

*Session 1928-1929.*

SÉNAT.

Rapport du 14 mars 1929, *doc.*, n° 120.

*Session 1929-1930.*

SÉNAT.

*Annales parlementaires* des 10 et 11 décembre 1929.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Projet amendé par le Sénat, *doc.*, n° 34. — Rapport du 19 février 1930, *doc.*, n° 114. — Adoption du projet. — *Annales* du 13 mars 1930.

Art. 3. Die vordering en dit verzoek worden aan de raadkamer gericht tot wanneer de beschikking van verwijzing is verleend; aan de correctionele rechtbank, van de beschikking van verwijzing af tot het vonnis; aan de kamer van beroep van correctionele zaken, van het beroep af tot het arrest; aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van de beschikking van verwijzing af tot de kennisgeving van het arrest; aan dezelfde kamer, gedurende de rechtsvordering tot regeling van rechtsgebied; aan het hof van assisen, of buiten de zittingen van het hof van assisen, aan de kamer van inbeschuldigingstelling, van af de kennisgeving van het arrest van verwijzing.

Op het verzoek wordt binnen acht dagen uitspraak gedaan.

De voorzitter van het rechtscollege dat op de vordering van het openbaar ministerie heeft te beslissen, laat drie dagen op voorhand, op een ter griffie gehouden bijzonder register, plaats, dag en uur voor de verschijning vermelden.

Bij aangeteekend schrijven, geeft de griffier daarvan kennis aan den beklagde en aan dezes raadsman.

Het dossier wordt gedurende acht en veertig uur ter beschikking van den raadsman van den verdachte gesteld.

De verdachte mag steeds de zorgen van de door hem gekozen geneesheeren ontvangen en hun advies overleggen omtrent de gepastheid van zijn inobservatiestelling.

Art. 4. Het openbaar ministerie en de verdachte kunnen in hooger beroep komen van de beschikkingen der raadkamer en der correctionele rechtbank, waarbij het in observatie stellen wordt gelast of geweigerd.

Het beroep wordt ingediend en berecht overeenkomstig de artikelen 19 en 20 der wet van 20 April 1874.

Art. 5. In de gevallen bij de voorafgaande artikelen voorzien, wordt in raadkamer beslist.

Zoo de verdachte het vraagt, wordt de openbaarheid der debatten bevolen, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 96 der Grondwet.

Art. 6. De observatietijd duurt ten hoogste één maand.

Blijkt, na afloop van dezen termijn, de observatie nog onvolledig, dan kan het rechtscollege dat de observatie heeft gelast, of, zoo het niet zetelt, de kamer van inbeschuldigingstelling, de verlenging voor ten hoogste één maand gelasten. Deze verlenging kan worden hernieuwd zonder dat de observatie in geen geval langer dan zes maanden moge duren.

De regelen voorzien bij de artikelen 3, 4 en 5 voor het in observatie stellen gelden voor de aanvragen om verlenging.

Zoodra de observatie ten einde is, wordt de verdachte tegen wien bevel van gevangenhouding is verleend, weder in het huis van arrest of van justitie opgesloten, ten ware onmiddellijke interneering wordt gelast overeenkomstig artikel 7.

(1) *Buitengewone zitting 1925.*

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Wetsontwerp van 4 Augustus 1925. *bescheid* n° 124.

*Zitting 1925-1926.*

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Verslagen van 9 en 10 juni 1926, *bescheiden* n°s 335 en 341, en *Handelingen* van 23, 30 juni, 2 en 7 juli 1926.

*Zitting 1926-1927.*

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Aanvullend verslag van 25 Mei 1927, *bescheid* n° 211.

*Zitting 1927-1928.*

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Aanvullend verslag, *bescheid* n° 11. — *Handelingen* van 6, 7, 13, 21, 22 December 1927. — Tekst op 22 December 1927 bij eerste stemming aangenomen, *bescheid* n° 58. — Amendementen van de regeering, *bescheid* n° 59. — Bespreking in tweede lezing : *Handelingen* van 18, 19 25 Januari 1928.

SENAAT.

Ontwerp door de Kamer overgemaakt, *bescheid* n° 52.

*Zitting 1928-1929.*

SENAAT.

Verslag van 14 Maart 1929, *bescheid* n° 120.

*Zitting 1929-1930.*

SENAAT.

*Handelingen* van 10 en 11 December 1929.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Ontwerp door den Senaat gewijzigd, *bescheid* n° 34. — Verslag van 19 Februari 1930, *bescheid*, n° 114. — Aanneming van het ontwerp : *Handelingen* van 13 Maart 1930.

CHAPITRE II. — *De l'internement des inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale.*

Art. 7. Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politiques ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'article 1<sup>er</sup>.

La décision indique la durée de l'internement, qui est de cinq, dix ou quinze années, suivant les distinctions établies à l'article 19.

Art. 8. Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont également susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation.

Cet appel devra être interjeté dans les formes et les délais prévus par l'article 203 du Code d'instruction criminelle et formé par déclaration au greffe du tribunal correctionnel.

Les décisions de la juridiction de jugement ordonnant ou refusant l'internement sont également susceptibles d'appel. L'appel sera soumis aux mêmes formes.

Art. 9. Si l'inculpé le demande, la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation entendent les témoins et ordonnent la publicité des débats, sous réserve de l'application de l'article 95 de la Constitution.

Art. 10. S'il résulte des débats devant la Cour d'assises que l'inculpé paraît être dans un des états prévus à l'article 1<sup>er</sup>, ou si la défense le propose, des questions subsidiaires sont posées au jury en ces termes : « Est-il constant que l'accusé a commis tel fait qualifié crime ou délit? Est-il constant que l'accusé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions? »

En cas de réponse affirmative, la Cour statue sur l'internement, conformément à l'article 7 de la présente loi et à l'article 364 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 23 août 1919.

Lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit politiques ou de presse, l'internement ne peut être ordonné qu'à l'unanimité de la Cour et des jurés.

Art. 11. Dans le cas où l'internement est ordonné, l'inculpé ou l'accusé est condamné aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions.

Il est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

Art. 12. La juridiction répressive saisie de l'action civile en même temps que de l'action publique demeure compétente pour statuer sur la première dans le cas de l'article 7 de la présente loi. Dans le même cas, les juridictions d'instruction et de jugement prononcent la confiscation spéciale, comme à l'égard d'un condamné.

CHAPITRE III. — *De la composition et des attributions des commissions instituées auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires.*

Art. 13. Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une commission composée d'un magistrat effectif ou honoraire désigné par le premier président de la Cour d'appel, d'un membre du barreau choisi par le Ministre de la Justice sur un double liste de trois noms présentée par le procureur du Roi et le bâtonnier de l'Ordre, et d'un médecin de l'annexe désigné par le Ministre de la Justice.

Les membres de la commission sont nommés pour un an; ils ont chacun un suppléant. Un employé, désigné par le Ministre de la Justice, fait fonction de secrétaire.

Art. 14. La commission désigne l'établissement où l'internement aura lieu, ordonne le transfert de l'interné dans un autre établissement et statue sur sa mise en liberté à l'essai ou à titre définitif.

Art. 15. La commission peut, avant de statuer, prendre l'avis d'un médecin étranger à l'administration.

L'interné peut aussi se faire examiner par un médecin de son choix.

Art. 16. Le procureur du Roi de l'arrondissement, le directeur de l'établissement, l'interné et son conseil sont entendus; le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'interné.

HOOFDSTUK II. — *De interneering van de verdachten die lijden aan krankzinnigheid, geestesstoornis of geesteszwakte.*

Art. 7. De rechtbanken in raadkamer, behalve wanneer het een politieke misdrijf, een politiek wanbedrijf of een persdelict betreft, en de rechtbanken ter terechtzitting mogen de onmiddellijke interneering gelasten in een van de door de regering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten, van den verdachte die een als misdrijf of wanbedrijf gekwalificeerd feit heeft gepleegd en die zich in een der bij het eerste artikel voorziene toestanden bevindt. De beschikking bepaalt den duur der interneering, welke vijf, tien of vijftien jaar bedraagt, volgens het bij artikel 19 gemaakte onderscheid.

Art. 8. De beschikkingen van de raadkamer waarbij de interneering wordt gelast of geweigerd, zijn vatbaar voor hooger beroep vóór de kamer van inbeschuldigingstelling.

Dit beroep moet worden ingesteld in de vormen en binnen de termijnen voorzien bij artikel 203 van het Wetboek van Strafvordering en opgemaakt bij verklaring ter griffie van de correctionele rechtbank.

De beschikkingen van de rechtbank ter terechtzitting waarbij de interneering wordt gelast of geweigerd, is ook vatbaar voor hooger beroep. Voor dit beroep gelden dezelfde vormen.

Art. 9. Indien de verdachte het vraagt, hooren de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling de getuigen en bevelen zij dat de behandeling openbaar zal zijn, behoudens toepassing van artikel 95 der Grondwet.

Art. 10. Indien uit de behandeling vóór het hof van assisen blijkt dat de beschuldigde zich in een van bij het eerste artikel voorziene toestanden zou bevinden, of indien de verdediger het voorstelt, worden aan de jury bijkomende vragen gesteld, als volgt : « Staat het vast dat beschuldigde dusdanig feit als misdrijf of wanbedrijf omschreven, heeft gepleegd? Staat het vast dat beschuldigde lijdt aan krankzinnigheid, of door erge geestesstoornis of geesteszwakte? »

Luidt het antwoord ja, dan wordt door het hof over de interneering is aangedaan, waardoor hij onbekwaam wordt zijn daden te beheerschen? »

neering beslist, overeenkomstig artikel 7 van deze wet en artikel 364 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 23 Augustus 1919.

Geldt het een politieke misdrijf, een politiek wanbedrijf of een persdelict, dan kan de interneering slechts worden gelast bij eenstemmigheid van het hof en van de gezworenen.

Art. 11. Ingeval de interneering wordt bevolen, dan wordt de verdachte of de beschuldigde in de kosten en, zoo daartoe termen zijn, tot teruggaaf verwezen.

Hij wordt naar de psychiatrische afdeling van een strafinstelling overgebracht.

Art. 12. De strafrechter bij wien de rechtsvordering tot schadevergoeding en de rechtsvordering tot straf tegelijk aanhangig zijn gemaakt, blijft bevoegd om op de eerste te beschikken in het geval van artikel 7 van deze wet. In hetzelfde geval, spreken de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting de bijzondere verbeurdeverklaring uit, zooals ten aanzien van een veroordeelde.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling en bevoegdheid van de bij de psychiatrische afdelingen der strafinstellingen voorziene commissiën.*

Art. 13. Bij elke psychiatrische afdeling wordt een commissie ingesteld bestaande uit een werkelijk of een rustend magistraat, aangeduid door den eersten voorzitter van het hof van beroep, uit een lid van de balie gekozen door den Minister van Justitie op een dubbele lijst met drie namen, voorgedragen door den procureur des Konings en den staflhouder der orde en uit een geneesheer bij de afdeling door den Minister van Justitie aangewezen.

De leden dezer commissie zijn aangesteld voor een jaar; zij hebben ieder een plaatsvervanger. Een beambte, aangewezen door den Minister van Justitie, neemt het ambt van secretaris waar.

Art. 14. De commissie wijst het gesticht voor de interneering aan, beveelt desgevallend dat de geïnterneerde naar een ander gesticht zal worden overgebracht en beslist over het op proef of het definitief in vrijheid stellen van den geïnterneerde.

Art. 15. Alvorens uitspraak te doen, kan de commissie het advies inwinnen van een niet aan het bestuur verbonden geneesheer.

De geïnterneerde kan zich evenzoo laten onderzoeken door den geneesheer dien hij zelf aanwijst.

Art. 16. De procureur des Konings van het arrondissement, de bestuurder van het gesticht, de geïnterneerde en zijn raadsman worden gehoord; het dossier wordt gedurende acht en veertig uur ter beschikking gesteld van den raadsman van den geïnterneerde.

Art. 17. Les débats ont lieu à huis clos; les comités de patronage peuvent s'y faire représenter par un de leurs membres.

Art. 18. Le transfert d'un interné dans un autre établissement ou sa mise en liberté peuvent être provoqués par le procureur du Roi ou par l'interné; si la demande est rejetée, l'interné ne peut la reproduire avant six mois.

#### CHAPITRE IV. — De la durée de l'internement et de la mise en liberté des internés.

Art. 19. L'internement est ordonné pour cinq ans; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort.

Art. 20. Lorsque l'état mental de l'interné est suffisamment amendé pour qu'il y ait lieu de croire qu'il ne constitue plus un danger social, la commission prévue au chapitre III ordonne sa mise en liberté.

Art. 21. La mise en liberté d'un interné peut être ordonnée à titre d'essai. Dans ce cas, il reste soumis pendant un an au moins à une surveillance psychiatrique dont la durée et les modalités sont fixées par la décision de mise en liberté.

S'il ne donne plus de signes de trouble mental, sa mise en liberté devient définitive. Au cas contraire, ou s'il ne se soumet pas régulièrement à l'observation psychiatrique, il est, sur réquisitoire du procureur du Roi de l'arrondissement où il est trouvé, réintégré à l'annexe psychiatrique où il a été précédemment interné, pour être procédé conformément à l'article 14.

Art. 22. Si la mise en liberté n'a pas été ordonnée par la commission, le procureur du Roi a la faculté, avant l'expiration des termes fixés à l'article 19, de faire soumettre la procédure à la juridiction qui a ordonné l'internement.

Cette juridiction peut ordonner l'internement pour un nouveau terme, suivant les distinctions établies par l'article 19, après avoir pris notamment l'avis du médecin chef de service de l'annexe psychiatrique et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné; la prorogation peut être renouvelée de la même manière.

La Cour d'assises statue sans l'intervention du jury.

Art. 23. Les condamnés pour crime ou délit qui, au cours de leur détention, sont reconnus en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale les rendant incapables du contrôle de leurs actions, peuvent, en vertu d'une décision du Ministre de la Justice, rendue sur avis conforme de la commission instituée par l'article 13, être internés dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le gouvernement. Ils peuvent, à l'expiration de leur peine, y être, à la requête du ministère public, maintenus, par décision de la juridiction qui a prononcé la condamnation, conformément à ce qui est dit aux articles 7, 19 et 22 et pour le temps qu'ils déterminent, mais sous déduction éventuelle de la durée de l'emprisonnement ou de l'internement déjà subis.

#### CHAPITRE V. — Des récidivistes et des délinquants d'habitude.

Art. 24. Dans les cas prévus aux articles 54 et 57 du Code pénal, à moins que la peine antérieure n'ait été prononcée pour un crime politique, les récidivistes sont mis, par l'arrêt de condamnation, à la disposition du gouvernement pendant vingt ans après l'expiration de leur peine.

Art. 25. Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, peuvent être mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation, à la disposition du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois, apparaissant comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

Le présent article ne s'applique pas lorsque les condamnations antérieures ont été prononcées pour des infractions politiques ni lorsque la nouvelle infraction est politique.

Il ne sera pas tenu compte de la condamnation ayant donné lieu à réhabilitation.

Art. 17. De behandeling geschiedt met gesloten deuren; de beschermingscomiteeten kunnen zich door één van hun leden daarbij laten vertegenwoordigen.

Art. 18. Het overbrengen van een geïnterneerde naar een ander gesticht of het in vrijheid stellen van een geïnterneerde kan worden verzocht door den procureur des Konings of door den geïnterneerde; wordt het verzoek afgewezen, dan kan de geïnterneerde het eerst na zes maanden hernieuwen.

#### HOOFDSTUK IV. — Duur der internering en invrijheidsstelling van de geïnterneerden.

Art. 19. De internering wordt gelast voor vijf jaar; die termijn wordt tot tien jaar opgevoerd, indien het feit strafbaar was met dwangarbeid of met buitengewone of levenslange hechtenis; tot vijftien jaar, indien het feit strafbaar was met de doodstraf.

Art. 20. Wanneer de geestesgesteldheid van den geïnterneerde zoover is verbeterd, dat er aanleiding is te denken dat hij geen gevaar voor de samenleving meer oplevert, wordt zijn invrijheidsstelling door de bij hoofdstuk III voorziene commissie gelast.

Art. 21. De invrijheidsstelling van den geïnterneerde kan op proef worden gelast. In dit geval blijft hij gedurende ten minste één jaar onder psychiatrisch toezicht waarvan duur en modaliteiten bij de beschikking tot invrijheidsstelling bepaald worden.

Geeft hij geen blijk van geestesstoring meer, dan wordt zijn invrijheidsstelling definitief. In het tegenovergesteld geval, of bijaldien hij zich niet geregeld voor psychiatrische observatie aanmeldt, wordt hij, op de vordering van den procureur des Konings van het arrondissement waar hij wordt aangetroffen, weder opgesloten in de psychiatrische afdeling waar hij vroeger geïnterneerd is geweest, opdat verder gehandeld worde overeenkomstig artikel 14.

Art. 22. Indien de invrijheidsstelling door de commissie niet gelast is geworden, staat het den procureur des Konings vrij, vóór de bij artikel 19 bepaalde termijnen verstreken zijn, de rechtspleging te laten onderwerpen aan de rechtbank door welke de internering werd gelast.

Dit rechtscollege kan de internering gelasten voor een nieuwen termijn overeenkomstig het bij artikel 19 bepaald onderscheid, na inzonderheid het advies te hebben ingewonnen van den geneesheer, diensthooft van de psychiatrische afdeling, en van den bestuurder van de instelling waar de geïnterneerde zich bevindt; de verlenging kan op dezelfde wijze hernieuwd worden.

Het hof van assisen beschikt zonder tusschenkomst van de jury.

Art. 23. De ter zake van misdaad of wanbedrijf veroordeelde personen die, tijdens hun hechtenis, in staat van krankzinnigheid of in een ergen staat van geestesstoornis of geesteszwakheid worden bevonden, waardoor zij onbekwaam worden hun daden te beheerschen, kunnen, krachtens een beslissing van den Minister van Justitie, verleend op eensluidend advies van de commissie ingesteld bij artikel 13, geïnterneerd worden in een van de door de regering daartoe bestemde en ingerichte bijzondere gestichten. Na het verstrijken van hun straf, kunnen zij, op verzoek van het openbaar ministerie, in het gesticht worden behouden, bij beschikking van de rechtbank die de veroordeeling heeft uitgesproken, overeenkomstig het bepaalde bij de artikelen 7, 19 en 22, en wel voor ten daarin bepaalden termijn, na aftrek echter, in voorkomend geval, van de duur der door hen reeds ondergane hechtenis of internering.

#### HOOFDSTUK V. — De recidivisten en de gewoonte-misdaadigers.

Art. 24. In de gevallen voorzien bij de artikelen 54 en 57 van het Wetboek van Strafrecht, worden, behalve indien de vroegere straf voor een politieke misdaad werd opgelegd, de recidivisten bij het arrest van veroordeeling gedurende twintig jaar na afloop van hun straf ter beschikking van de regering gesteld.

Art. 25. De recidivisten kunnen, in de gevallen voorzien bij de artikelen 56 en 57 van het Strafwetboek, bij het vonnis of het arrest van veroordeeling, ter beschikking van de regering worden gesteld gedurende tien jaar na afloop van hun straf, indien deze ten minste één jaar gevangenisstraf bedraagt. Zij kunnen ter beschikking van de regering worden gesteld voor een termijn van vijf jaar tot tien jaar, na afloop van hun straf, indien deze minder bedraagt dan één jaar gevangenisstraf.

Dezelfde maatregel kan worden getroffen in geval van herhaling van misdaad na wanbedrijf en ten aanzien van wie ook die, na sedert vijftien jaar ten minste drie misdrijven te hebben gepleegd welke een correctionele gevangenisstraf van minstens zes maanden gevangenisstraf hebben medegebracht, een aanhoudende neiging tot wetsovertreden blijkt te behouden.

Dit artikel is niet van toepassing wanneer de vroegere veroordeelingen werden uitgesproken wegens politieke misdrijven, noch wanneer het nieuwe misdrijf van politieke aard is.

Er zal geen rekening worden gehouden met de veroordeeling welke tot eerherstel heeft aanleiding gegeven.

Art. 26. Dans le cas où la mesure n'est pas prescrite par la loi, les procédures relatives aux infractions qui forment la base de la récidive sont jointes au dossier de la poursuite et les motifs de la décision y sont spécifiés.

Art. 27. Les récidivistes et délinquants d'habitude se trouvant à la disposition du gouvernement sont internés, s'il y a lieu, dans un établissement désigné par arrêté royal.

Art. 28. Les récidivistes et délinquants d'habitude, mis à la disposition du gouvernement en vertu des articles 24 et 25, peuvent demander d'être relevés des effets de cette décision. A cette fin, ils adressent leur demande au procureur général près la Cour d'appel, dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé leur mise à la disposition du gouvernement. Le procureur général prend toutes informations qu'il juge nécessaires, en joint le résultat au dossier et soumet celui-ci, avec ses réquisitions, à une chambre correctionnelle de la Cour qui statue par arrêt motivé, après avoir entendu l'intéressé assisté d'un conseil.

Cette demande peut être introduite trois ans après l'expiration de la peine, et ensuite de trois en trois ans, lorsque la durée de la mise à la disposition du gouvernement ne dépasse pas dix ans. Dans les autres cas, la demande peut être introduite au bout de cinq ans et peut être renouvelée de cinq ans en cinq ans.

CHAPITRE VI. — Dispositions générales.

Art. 29. Les dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelle et criminelle sont applicables aux procédures visées dans la présente loi, sauf les dérogations qu'elle établit.

Art. 30. La disposition suivante est ajoutée à la loi du 18 juin 1894 contenant le titre IX du livre III du Code de procédure pénale :

Art. 447bis. Sont susceptibles de révision conformément aux articles 443 à 447, les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale, prononcées en vertu de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Art. 31. Sont abrogés : les dispositions du Code pénal concernant la mise sous la surveillance spéciale de la police, l'article 76 du Code pénal, les dispositions contraires à la présente loi contenues notamment dans la loi du 18 juin 1850, modifiée par la loi du 23 décembre 1873, sur le régime des aliénés.

Art. 32. Le gouvernement fixera la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE VII. — Disposition transitoire.

Art. 33. Les condamnations au renvoi sous la surveillance spéciale de la police, coulées en force de chose jugée au moment de la mise en vigueur de la présente loi, continueront à recevoir leur exécution.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 9 avril 1930.

ALBERT.

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :  
De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.

Art. 26. In het geval waarin de maatregel niet door de wet is voorgeschreven, worden de rechtshandelingen omtrent de misdrijven die als grondslag van de herhaling gelden, bij het dossier der vervolging gevoerd en de beweegredenen van de beslissing worden er omschreven.

Art. 27. De recidivisten en gewoonte-misdadigers die ter beschikking van de regeering staan, worden, zoo daartoe termen zijn, geïnterneerd in een bij koninklijk besluit aangewezen gesticht.

Art. 28. De recidivisten en gewoonte-misdadigers die ter beschikking van de regeering zijn gesteld krachtens de artikelen 24 en 25, kunnen vragen van de gevolgen dezer beslissing ontheven te worden. Daartoe richten zij hunne aanvraag tot den procureur generaal van het Hof van beroep, in wiens gebied de rechtbank zetelt, welke hunne terbeschikkingstelling van de regeering uitgesproken heeft. De procureur generaal neemt al de inlichtingen die hij noodig acht, voegt den uitslag er van bij het dossier en onderwerpt dit, met zijne vorderingen, aan eene correctionnele kamer van het hof die, na den betrokkene in bijzijn van een raadsman te hebben gehoord, uitspraak doet bij een met redenen omkleed arrest.

Deze aanvraag mag ingediend worden drie jaar na het verstrijken van de straf, en vervolgens van drie tot drie jaar, wanneer de duur van de terbeschikkingstelling van de regeering niet tien jaar te boven gaat. In de overige gevallen mag de aanvraag worden ingediend na vijf jaar en mag zij van vijf tot vijf jaar worden vernieuwd.

HOOFDSTUK VI. — Algemeene bepalingen.

Art. 29. De bepalingen betreffende de vervolgingen in correctieonele en in crimineele zaken zijn van toepassing op de in deze wet bedoelde rechtsoverredingen, behoudens de daarbij voorziene afwijkingen.

Art. 30. De volgende bepaling wordt toegevoegd aan de wet van 18 juni 1894, houdende titel IX van boek III van het Wetboek van Strafverordening.

Art. 447bis. Kunnen worden herzien, overeenkomstig de artikelen 443 tot 447, de beschikkingen tot interneering van aan krankzinnigheid, geestesstoornis of geesteszwakte lijdende verdachten en beschuldigten, verleend krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormaalen en de gewoonte-misdadigers.

Art. 31. Vervallen : de bepalingen van het Strafwetboek betreffende stelling onder bijzonder toezicht der politie, artikel 76 van het Strafwetboek, de bepalingen die strijden met deze wet en inzonderheid vervat zijn in de wet van 18 juni 1850, gewijzigd bij de wet van 28 December 1873 op de behandeling van de krankzinnigen.

Art. 32. De regeering zal den datum vaststellen waarop deze wet van kracht wordt.

HOOFDSTUK VII. — Overgangsbepaling.

Art. 33. De veroordeelingen tot verwijzing onder bijzonder toezicht der politie, bij het in werking treden der wet in kracht van gewijsde gegaan, worden verder ten uitvoer gelegd.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 9<sup>e</sup> April 1930.

COURS ET TRIBUNAUX DES DOMMAGES DE GUERRE.

Par arrêté royal en date du 9 mai 1930, sont nommés pour un nouveau terme :

Président de la cour des dommages de guerre de Liège, M. Falder ;  
Président du tribunal des dommages de guerre de Gand, M. Lesaître ;

Vice-président de ce tribunal, M. Vermeulen ;

Greffier à ce tribunal, M. Baeyens ;

Vice-président du tribunal des dommages de guerre de Bruxelles, M. Orianna.

HOVEN EN RECHTBANKEN VOOR OORLOGSSCHADE.

Bij koninklijk besluit van 9 Mei 1930 zijn benoemd voor een nieuwen termijn :

Tot voorzitter van het hof voor oorlogsschade te Luik, de heer Falder ;  
Tot voorzitter van de rechtbank voor oorlogsschade te Gent, de heer Lesaître ;

Tot ondervoorzitter in die rechtbank, de heer Vermeulen ;

Tot griffier bij de rechtbank, de heer Baeyens ;

Tot ondervoorzitter in de rechtbank voor oorlogsschade te Brussel, de heer Orianna.